

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

3 MAI 2018

TOME II/II

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des Commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Monsieur le Maire, président de droit.

Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°2 « Affaires Générales ».

Suite à la démission du Conseil municipal de Monsieur Thibault RASSAT, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouveau membre de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales ».

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Les représentants de la Ville au sein de cette commission sont désormais :

Rémi ASSIE
Daniel BOULET
Nancy CANAUD
Véronique DEMON
Clare HART
Audrey LLEDO
Henri MAILLET
Mustapha MAJDOUL
Véronique PEREZ
Samira SALOMON

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre titulaire

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T., créer une Commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des compte-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les compte-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

Délibération n°V2018-159

M. Thibault RASSAT ayant été désigné membre titulaire lors du Conseil municipal du 25 février 2016, il convient de désigner un nouveau membre afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Les représentants de la Ville au sein de cette commission sont désormais :

Titulaires :

- Luc ALBERNHE
- Françoise BONNET
- Daniel BOULET
- Gérard CASTRE
- Perla DANAN

Suppléants :

- Gérard LANNELONGUE
- Nicole LIZA
- Henri MAILLET
- Jean-Pierre MOURE
- Séverine SCUDIER

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau
représentant au Conseil d'administration**

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Suite à la démission de Monsieur Thibault RASSAT du Conseil municipal, en date du 9 avril 2018, membre du Conseil d'administration du CCAS, il convient de désigner un nouveau représentant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation.

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Les représentants de la Ville au sein de cette instance sont désormais :

- Rémi ASSIE
- Daniel BOULET
- Nancy CANAUD
- Véronique DEMON
- Clare HART
- Nicole LIZA
- Jérémie MALEK
- Annie YAGUE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception -- Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Commission consultative des cessions immobilières

Désignation d'un nouveau représentant

Par délibération n° 2013/352 du 22 juillet 2013, le Conseil municipal a approuvé la création d'une commission consultative intervenant dans le cadre de l'instruction des cessions foncières et immobilières, propriétés de la Ville, en tant qu'outil de transparence et d'aide à la décision du Conseil municipal en la matière.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, « *le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale* ».

La commission consultative des cessions immobilières est chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente.

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, est

Délibération n°V2018-161

composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, conformément à l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales précité.

La composition de cette commission a été fixée par délibération n° 2014/150 en date du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Monsieur Thibault RASSAT du Conseil municipal, en date du 09 avril 2018, membre de la commission consultative des cessions immobilières, il est proposé de procéder à la désignation d'un nouveau représentant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation.

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Les représentants de la Ville au sein de cette instance sont désormais :

- Daniel BOULET
- Mylène CHARDES
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Abdi EL KANDOUSSI
- Max LEVITA
- Henri de VERBIZIER
- Michaël DELAFOSSE
- Gérard LANNELONGUE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Saurveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Saurveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Square Tour de la Babote
Travaux de remise en état
Déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville poursuit en 2018 l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est nécessaire de procéder au remplacement et à l'identique de la porte grillagée du local électrique du Square de la Babote sis 17 boulevard de l'Observatoire.

Ainsi pour mener à bien cette opération, il convient de déposer auprès des services compétents, une déclaration préalable de travaux.

Le montant estimé des travaux s'élève à 2 856,67€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux du bâtiment susmentionné ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint délégué à signer et déposer le dossier de déclaration préalable de travaux nécessaire à la réalisation desdits travaux ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2018 – chapitre 900 ;

Délibération n°V2018-162

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ.

Excusés : Véronique DEMON, Patrick VIGNAL.

**Cotisations à l'Ordre des Architectes
Renouvellement
Exercice 2018**

Les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes qui se renouvelle annuellement.

L'adhésion préalable à l'Ordre et la souscription de l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte.

Afin de permettre aux agents de la Ville de Montpellier concernés par cette qualité, de poursuivre l'accomplissement de leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, il est proposé au Conseil municipal d'approuver leur adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2018, selon les modalités suivantes :

Délibération n°V2018-163

Nom	Prénom	Direction	Cotisation (en €)
BRIDON	Christine	Architecture & Immobilier Service Architecture	700
COUILLEC	Frédérique		700
HILAIRE	Anne-Josée		700
TOTAL			2 100

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2018, selon les modalités prévues ci-dessus ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 – Chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Mylène CHARDES, M. Abdi EL KANDOUSI, Mme Stéphanie JANNIN.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ.

Excusés : Véronique DEMON, Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts.

Dans le cadre de l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Castelnau le Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve les Maguelone pour l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du

Délibération n°V2018-164

Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Castelnau le Lez, le montant d'achats estimé sera de **5.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Grabels, le montant d'achats estimé sera de **1.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Pérols, le montant d'achats estimé sera de **9.000 € HT** par an.

Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone, le montant d'achats estimé sera de **1.500€ HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Pérols et la Ville de Villeneuve les Maguelone, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes pour l'entretien des espaces verts

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ.

Excusés : Véronique DEMON, Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage.

Dans le cadre de l'achat de matériel de plomberie, chauffage et arrosage, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès, pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Cet accord-cadre est décomposé en 6 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Plomberie :

Ville de Montpellier 55 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 10 000 € HT
CCAS de Montpellier 15 000 € HT
Ville de Grabels 4 000 € HT
Ville de Jacou 3 500 € HT
Ville de Pérols 4 000€ HT
Ville de Prades-le-Lez 3 000€ HT
Ville de Saint-Brès 1 000 € HT

Lot n°2 Matériels de chauffage et pièces détachées :

Ville de Montpellier 55 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 45 000 € HT

Lot n°3 Filtres pour centrales de traitement d'air :

Ville de Montpellier 10 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 6 000 € HT

Lot n° 4 Matériel de Gestion Centralisée :

Ville de Montpellier 35 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 50 000 € HT

Lot n°5 Arrosage intégré :

Ville de Montpellier 25 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 5 000 € HT
CCAS de Montpellier 4 500 € HT
Ville de Castelnau-le-Lez 2 000 € HT
Ville de Grabels 1 000 € HT
Ville de Jacou 3 500 € HT
Ville de Pérols 2 000€ HT
Ville de Prades-le-Lez 500 € HT

Lot n°6 Equipement de chauffage radiateurs, chaudières, fumisterie :

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 3 000 € HT
Ville de Pérols 3 000€ HT
Ville de Saint-Brès 1 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est

Délibération n°V2018-165

désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;

- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention matériel de plomberie chauffage et arrosage

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ.

Excusés : Véronique DEMON, Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier.

Dans le cadre de l'achat et la livraison de papier, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne. La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de **Montpellier**, le montant d'achats estimé sera de **70 000 € HT** par an.

Pour **Montpellier Méditerranée Métropole**, le montant d'achats estimé sera de **40 000 € HT** par an.

Délibération n°V2018-166

Pour la Ville de **Beaulieu**, le montant d'achats estimé sera de **700 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Fabrègues**, le montant d'achats estimé sera de **1 400 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Grabels** le montant d'achats estimé sera de **2 900 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Jacou** le montant d'achats estimé sera de **2 300 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Murviel-les-Montpellier** le montant d'achats estimé sera de **800 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Pérois** le montant d'achats estimé sera de **4 700 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Pignan**, le montant d'achats estimé sera de **3 800 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Saint-Jean-de- Védas**, le montant d'achats estimé sera de **3 600 € HT** par an.
 Pour la Ville de **Villeneuve-Lès Maguelone** le montant d'achats estimé sera de **4 600 € HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérois, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement de commandes Papier 3M

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ.

Excusés : Véronique DEMON, Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques.

Dans le cadre de l'achat de matériels électriques, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **165 000 € HT** par an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de **275 000 € HT** par an.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **30 000 € HT** par an.

Pour la Ville de Castelnau-le-Lez, le montant d'achats estimé sera de **28 000 € HT** par an.

Pour la Ville de Grabels le montant d'achats estimé sera de **10 000 € HT** par an.

Pour la Ville de Jacou le montant d'achats estimé sera de **16 500 € HT** par an.

Pour la Ville de Pérols le montant d'achats estimé sera de **6 000 € HT** par an.

Pour la Ville de Prades-le-Lez le montant d'achats estimé sera de **12 000 € HT** par an.

Pour la Ville de Saint-Brès le montant d'achats estimé sera de **5 000 € HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-167

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention matériels électriques

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents

La réglementation relative à la fourniture de gaz a évolué ces dernières années en mettant fin aux tarifs réglementés de vente. Au 31 décembre 2015, le marché du gaz s'est ouvert à la concurrence dès lors que la consommation est supérieure à 30 MWh.

Conformément au code des marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs peuvent adhérer à des groupements de commande et sont alors dispensés de leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Hérault Energies a développé une expertise pour l'achat d'énergie (en particulier pour le gaz et l'électricité) et la Ville de Montpellier, qui a déjà adhéré à un groupement de commandes dont le coordonnateur est le syndicat Hérault Energies par délibération n°2015/194 du 7 mai 2015, a déjà pu en bénéficier avantageusement pour la fourniture d'électricité (tarifs jaunes et verts).

Le marché actuel de fourniture de gaz de la Ville de Montpellier se termine au 30 juin 2019. Les besoins actuels de la Ville de Montpellier sont la fourniture de gaz pour ses bâtiments à compter du 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019, de manière à pouvoir participer au nouveau groupement de commande pour la période 2020-2023.

Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne le groupement de commande dont le coordonnateur est

Délibération n°V2018-168

Hérault Energies pour la fourniture en gaz de ses bâtiments à compter du 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019. Par la suite, les points de livraison seront basculés sur le marché qui sera passé dans le cadre du nouveau groupement de commandes (2020-2023) piloté par Hérault Energies et élargi à d'autres départements de la Région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée pour l'achat d'énergies de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.

Le montant des besoins en gaz est estimé à 1 500 000 € TTC pour une consommation annuelle de 22 GWh.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au groupement de commandes pour la fourniture de gaz. Ce groupement est piloté par le Hérault Energies (coordonnateur du groupement) ;
- d'autoriser le groupement à lancer les procédures de mises en concurrence permettant d'attribuer l'accord cadre et le(s) marché(s) subséquent(s) pour le gaz ;
- de noter que la participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents, calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle, sera égale à zéro car la ville de Montpellier a déjà versé le montant plafond demandé dans le cadre de l'électricité (7 500 € pour 4 ans) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante, les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Mme Titina DASYLVA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020

Pour ses besoins en matière d'achat d'électricité, la Ville de Montpellier fait déjà partie du groupement de commandes créé en 2015 par Hérault Energies. La mutualisation permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Le périmètre du groupement est étendu à d'autres départements de la Région Occitanie / Pyrénées – Méditerranée, ce qui nécessite d'adapter l'acte constitutif initial du groupement de commandes en convention constitutive pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique, Hérault Energies (Syndicat Départemental d'Energies du département de l'Hérault) demeurant le coordonnateur du groupement.

Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne ce groupement qui présente toujours un intérêt au regard de ses besoins propres d'achat d'électricité, de gaz et de bois-énergie pour les prochaines années et des projets de marchés ou d'accords-cadres à lancer par le groupement.

Délibération n°V2018-169

Les montants des besoins sont estimés à :

- En électricité : 13 000 MWh soient 2 000 000€ HT / an ;
- En gaz : 22 000 MWh soient 1 500 000€ HT / an.

Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle de chaque énergie.

La participation financière sera versée au cours du premier mois d'exécution des premiers marchés subséquents pour un montant estimé à 8 500 € en électricité et gaz. Une seconde participation financière sera demandée à l'exécution des marchés subséquents suivants pour un montant estimé à 8 500 € en électricité et gaz, soit un montant total estimé pour les besoins en électricité et gaz des 4 prochaines années (de 2020 à 2023) de 17 000 €.

Toutefois le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- de confirmer l'adhésion de la Ville de Montpellier au groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la nouvelle convention constitutive du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et plus généralement, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- d'autoriser le coordonnateur Hérault Energies, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement ;
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante, les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Mme Titina DASYLVA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 2 - Adhésion convention
- Annexe 3 - Convention
- Convention groupement d'achat HE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole

La mutualisation des services et les nouvelles organisations qui en découlent conduisent à opérer le transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole, dans les contextes suivants :

- Transfert de la DAGEP de l'Hôtel de Ville vers l'Hôtel de Métropole et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool de l'Hôtel de Métropole, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents de la DAGEP ;
- Mutualisation des Directions de la Culture et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents émanant de la Ville ;
- Mutualisation des Directions des Sports et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents émanant de la Ville, ainsi que d'un Bus Podium pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mutualisation des services Courrier et transfert de propriété des véhicules de ce service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Les véhicules sont refacturés selon les règles d'amortissement comptable (transfert à titre gratuit pour les véhicules de plus de 6 ans, amortis comptablement).

Les véhicules concernés par ce transfert de propriété de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole sont :

Délibération n°V2018-170

- 1) 9 véhicules, du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool de l'Hôtel de Métropole :
 - a. Renault Twingo 2 – CP391BD du 29/05/2008
 - b. Renault Twingo 2 – CQ587ME du 03/07/2008
 - c. Renault Twingo – CQ617ME du 06/06/2007
 - d. Renault Clio 2 – CX823JC du 15/03/2002
 - e. Renault Twingo 2 – CP406BD du 29/05/2008
 - f. Renault Twingo 2 – CQ539ME du 22/10/2008
 - g. Renault Clio 2 – CP318BD du 24/03/2004
 - h. Renault Twingo 2 – CE331RH du 30/04/2012
 - i. Renault Twingo 2 – CE129RJ du 30/04/2012
- 2) 5 véhicules, du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem :
 - a. Renault Twingo – CQ391AP du 23/05/2008
 - b. Renault Twingo – CQ430AP du 30/04/2007
 - c. Renault Twingo 2 – CQ582ME du 11/07/2008
 - d. Renault Twingo 2 – CP355BD du 29/05/2008
 - e. Renault Clio 2 – CK152XD du 24/03/2004
- 3) 1 Bus Podium pour le service des Sports :
 - a. Renault Master – CY129EK du 31/05/2005
- 4) 2 véhicules pour le service courrier :
 - a. Renault Kangoo 2 – BN313HB du 11/05/2011
 - b. Renault Kangoo ZE – CK711DE du 28/09/2012

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le transfert de propriété de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole pour les véhicules sus-cités ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017 ; dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la direction.

Dans ce cadre, a été constitué, par délibération n° V2017-142 approuvée en Conseil municipal du 18 mai 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015.

Considérant qu'il y a lieu de lancer une nouvelle consultation non listée dans la convention de groupement de commandes permanent concernant la mise en place et retrait de signalétique événementielle, il est proposé de conclure un avenant à la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication concernant l'ajout d'une nouvelle consultation pour la signalétique événementielle ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville Montpellier, chapitres 930, 933, 936 et 937;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires - Approbation

1 – Les Commissions Administratives Paritaires

La Commission Administrative Paritaire (CAP) est un organisme paritaire consultatif, où s'exerce le droit à la participation des fonctionnaires territoriaux. Il existe une CAP par catégorie hiérarchique de fonctionnaires (A, B, C). Tous les grades et emplois des collectivités sont classés dans un groupe hiérarchique rattaché à une catégorie. Chaque catégorie comprend deux groupes hiérarchiques :

- catégorie A : groupes 5 et 6
- catégorie B : groupes 3 et 4
- catégorie C : groupes 1 et 2

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel. Elles sont compétentes à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires et des stagiaires de la catégorie hiérarchique concernée. Lorsqu'elles sont saisies de questions disciplinaires, elles se réunissent en conseil de discipline.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Maire parmi les membres de l'organe délibérant. Ils comprennent, en nombre égal au nombre de représentants du personnel, des titulaires et des suppléants. En outre, l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit que la désignation de ces membres doit respecter une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.

Délibération n°V2018-172

Les membres représentant le personnel sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle. Le nombre de représentants du personnel est lié aux effectifs.

Le mandat des représentants du personnel prendra fin lors des prochaines élections professionnelles prévues en décembre 2018. Il appartiendra à l'autorité territoriale de désigner les nouveaux représentants de la collectivité au sein de ces instances.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier, et conformément à l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CAP C, compte tenu des effectifs supérieurs à 1 000, elle est constituée de 8 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 64,66 % et la part d'hommes à 35,34 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP B, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 44 % et la part d'hommes à 56 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP A, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 69,37 % et la part d'hommes à 30,63 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
CAP A	5	5	5	5
CAP B	5	5	5	5
CAP C	8	8	8	8

2 – Les Commissions Consultatives Paritaires

Pour la Fonction Publique Territoriale, des Commissions Consultatives Paritaires ont été créées par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique puis modifiées par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la Déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Leur mise en place interviendra pour la première fois à l'occasion du renouvellement général des instances consultatives de décembre 2018. Les Commissions Consultatives Paritaires seront saisies des décisions individuelles prises à l'égard des agents contractuels et de toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle.

Il existe une commission consultative paritaire pour les agents contractuels de droit public relevant de chaque catégorie A, B et C. La commission comprend, en nombre égal, des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics et des représentants du personnel. Elle est composée de membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants. La commission consultative paritaire compte un nombre de représentants titulaires du personnel déterminé en proportion de l'effectif d'agents contractuels relevant de chaque catégorie.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier, et conformément à l'article 4 du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CCP C, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 75,64 % et la part d'hommes à 24,36 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP B, compte tenu des effectifs inférieurs à 50, elle est constituée de 2 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 63,04 % et la part d'hommes à 36,96 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP A, compte tenu des effectifs inférieurs à 50, elle est constituée de 2 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 47,83 % et la part d'hommes à 52,17 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Délibération n°V2018-172

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
CCP A	2	2	2	2
CCP B	2	2	2	2
CCP C	5	5	5	5

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer le nombre de représentants de la collectivité et du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à établir par arrêté municipal la composition de ces différentes instances paritaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) -
Approbation**

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

1 – Le Comité Technique

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de la Ville de Montpellier ;
- aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel ;
- à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de Ville de Montpellier ;
- à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle ;
- à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
- à l'action sociale ;
- aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet ;
- aux suppressions d'emploi ;
- aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage ;
- aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations ;
- l'emploi des handicapés ;
- le déroulement des Contrats Emplois d'Avenir ;
- le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collèges, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants. Les représentants de la collectivité sont désignés par le Maire parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Maire ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentants sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 6 décembre 2018.

Délibération n°V2018-173

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier au 1^{er} janvier 2018, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Après avoir consulté les organisations syndicales représentées au sein de la Ville de Montpellier et après avis des membres du Comité Technique du 11 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de maintenir à 15 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 15 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
Comité Technique	15	15	15	15

Par ailleurs, conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 64,33 % et la part d'hommes à 35,67 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Ville de Montpellier. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents ;
- à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
- à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières ;
- à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ;

Délibération n°V2018-173

- à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents ;
- à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
- au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée ;
- au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ;
- au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018. La désignation des représentants du personnel s'établira sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique.

Les organisations syndicales désigneront librement les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 6 janvier 2019.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de la Ville de Montpellier. Il y a autant de représentants titulaires que de suppléants.

Après avoir consulté les organisations syndicales représentées au sein de la Ville de Montpellier et après avis des membres du Comité Technique du 11 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de maintenir à 10 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 10 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
CHSCT	10	10	10	10

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- de maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à établir ou compléter par arrêté municipal la composition de ces différentes instances ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la Loi du 1er juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition de trois agents municipaux auprès du COSC pour une durée d'un an renouvelable :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Délibération n°V2018-174**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein,
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition auprès du COSC,
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Monsieur Le Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Gérard CASTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Nicole LIZA, Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET de Convention de mise à disposition COSC 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne

Afin de rechercher des sources d'économie, le droit des marchés publics permet aux entités publiques de se regrouper pour effectuer des achats dans divers secteurs.

Dans cette optique, et suite à la mutualisation du service Formation au sein du Pôle Ressources Humaines et Relation Sociales, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent avoir recours à une convention constitutive d'un groupement de commandes.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commande régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement concernant la passation d'un marché relatif à la formation de formateur des agents municipaux et métropolitains membre du réseau des formateurs internes.

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions comprises.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

Délibération n°V2018-175

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement de commande formation de formateur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville

Suite à la mutualisation des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en mai 2017, il est proposé d'adopter un règlement de formation unique pour les agents municipaux et les agents métropolitains.

Ce règlement définira les droits et obligations des agents des deux collectivités en matière d'accès à la formation, ainsi que les modalités de mise en place de l'ensemble des actions de formations.

Il abordera notamment l'accès aux temps de formations suivants :

- la formation d'intégration : formation obligatoire, elle conditionne la titularisation ; elle a pour objectif d'offrir à tous les fonctionnaires stagiaires une culture territoriale commune ;
- la formation de professionnalisation : elle conditionne l'accès à la promotion interne et permet de s'approprier les éléments de connaissance et les compétences nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- la formation de perfectionnement : elle vise à développer les compétences en lien avec le poste de travail, auprès d'organisme privés notamment ;
- les préparations aux concours et examens de la fonction publique : ces préparations permettent de préparer les concours et les examens favorisant la promotion sociale par la voie d'un avancement de grade;

Délibération n°V2018-176

- les formations personnelles : ces formations sont sans lien avec l'emploi occupé ; pour satisfaire des projets personnels ou professionnels, les agents peuvent en bénéficier dans le respect des sommes budgétaires allouées et sous certaines conditions ;
- le Congé Personnel de Formation : nouveauté issue de l'ordonnance du 19/01/2017 et du décret du 06/05/2017, il s'agit d'un crédit d'heures pouvant être mobilisé pour une action de formation facilitant la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle ; le plafond de prise en charge des frais pédagogiques par la collectivité est fixé à 450€ (Possibilité de prise en charge totale pour les personnes en mobilité contrainte) ;

Il consacrera également la prise en compte du temps de formation comme un temps de travail.

Dans un contexte marqué par l'allongement des carrières, ce règlement mutualisé confirme l'importance de la formation continue pour tous, et propose un droit à la reconversion professionnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le nouveau règlement de formation joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou le conseiller délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement de formation mutualisé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 3 Avril 2018.

Voir le procès-verbal du Conseil Municipal du 3 avril 2018 en annexe.

Délibération n°V2018-177

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CM 03 04 2018 .pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u> 1. Propriétés communales 4. Louage de choses 8. Dons et legs 9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-105	Convention d'occupation temporaire du domaine public Ville de Montpellier / Société des Parkings du Polygone (SPP) Mise à disposition temporaire de places de parking	Mai Tome II/II	2018/858
VD2018-109	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportif Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Georges CLEMENCEAU	Mai Tome II/II	2018/867
VD2018-110	Convention de prêt de matériels Comité Départemental de l'Hérault de Judo - Ville de Montpellier Tournoi Scolaire de Judo - 14 Juin 2018	Mai Tome II/II	2018/869
VD2018-120	Mise à disposition à titre gracieux de locaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public	Mai Tome II/II	2018/875
VD2018-136	Convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er	Mai Tome II/II	2018/890
VD2018-137	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs Terrain Alain DELYLLE Gymnase Micheline OSTERMEYER Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules GUESDE	Mai Tome II/II	2018/892
VD2018-142	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ecume le 19 mars 2018	Mai Tome II/II	2018/898
VD2018-145	STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998 Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux et de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau Montpellier Méditerranée Métropole - et la Ville de Montpellier	Mai Tome II/II	2018/901

VD2018-146	BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	Mai Tome II/II	2018/903
VD2018-148	CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE Renouvellement Convention de partage des coûts d'électricité Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	Mai Tome II/II	2018/907
VD2018-149	PISCINE ALFRED NAKACHE Renouvellement Convention de mise à disposition de réseaux dans le complexe sportif Léon Cazals Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	Mai Tome II/II	2018/909
VD2018-154	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 5 mai 2018	Mai Tome II/II	2018/913
VD2018-156	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association "Chœur Hugues Reiner" du 16 au 21 Juillet Tome I 2018	Mai Tome II/II	2018/914
VD2018-157	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 2 Avril 2018	Mai Tome II/II	2018/915
VD2018-164	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à IRCL UMR le 4 avril 2018	Mai Tome II/II	2018/922
VD2018-171	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 5 avril 2018	Mai Tome II/II	2018/927
VD2018-176	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 22 avril et le 6 juin 2018	Mai Tome II/II	2018/930
VD2018-178	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CORALEN le 23 juin 2018	Mai Tome II/II	2018/931
VD2018-182	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Atout Choeur le 14 Avril	Mai Tome II/II	2018/936
VD2018-185	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 6 mai 2018	Mai Tome II/II	2018/940
VD2018-187	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association AFSEP le 10 juin 2018	Mai Tome II/II	2018/941
VD2018-193	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix le 22 mai 2018	Mai Tome II/II	2018/943
VD2018-195	Mise à disposition de locaux pour l'installation d'une base de vie de chantier située route de Mende - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé.	Mai Tome II/II	2018/944

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-200	CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Société Hurricane Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 8 mai au 13 mai 2018	Mai Tome II/II	2018/950
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Urbanisme</u> 11. Estimations des services fiscaux expropriations 13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme 14 et 20. Droits de préemption 17. Avis pour établissement public foncier local 18. Participation constructeur pour ZAC 21. Droits de priorité			
VD2018-107	DROIT DE PREEMPTION URBAIN Propriété CAUSSE 490 rue du Mas Nouguier Terrain cadastré EH 45 Exercice du droit de préemption	Mai Tome II/II	2018/862
VD2018-108	Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Désignation des membres du jury	Mai Tome II/II	2018/865
VD2018-174	ZAC du Coteau Convention de participation aux équipements publics Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p	Mai Tome II/II	2018/928
VD2018-179	DROIT DE PREEMPTION Propriété WEIBEL JUNCY 1901 rue du Pont de Lavérune Exercice du droit de préemption	Mai Tome II/II	2018/932
VD2018-204	Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des Archives Municipales	Mai Tome II/II	2018/952
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
III. <u>Finances</u> 2. Emprunts 6. Régies comptables 19. Lignes de trésorerie 24. Demandes de subventions			
VD2018-166	Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS Annule et remplace la Décision n° VD2018-113	Mai Tome II/II	2018/923
VD2018-184	Direction du Parc de Lunaret Service Technique Modification de la régie d'avances Ajout d'une dépense autorisée et d'un mode de règlement	Mai Tome II/II	2018/937

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
IV. Commande Publique			
VD2018-072	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de produits de droguerie, sacs poubelle et matériels de nettoyage (7D0012)	Mai Tome II	2018/850
VD2018-087	Marché de fourniture d'électricité et services associés pour les besoins de l'Ancien Hôtel de Ville	Mai Tome II	2018/853
VD2018-099	Travaux et Mai Tome I Tome Intenance des sols sportifs et éducatifs MAPA n°8B0006	Mai Tome II	2018/855
VD2018-106	Campagnes de stérilisation de pigeons, et campagnes d'effarouchement d'étourneaux Marché n° 8A0095	Mai Tome II	2018/860
VD2018-114	Marché public: aide au montage d'exposition et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels 8B0019	Mai Tome II	2018/871
VD2018-115	Mai Tome I Tome Intenance et réparation du matériel horticole et agricole. Marché n°8B0008	Mai Tome II	2018/873
VD2018-127	Attribution d'un marché pour une prestation de mise en place des salles et services de restauration des centres de loisirs et nettoyage des locaux à la société HYGIE SPHERE - accord-cadre n° 7D0015	Mai Tome II	2018/882
VD2018-131	Mai Tome I Tome Intenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds Marché à procédure adaptée numéro 8B0018	Mai Tome II	2018/884
VD2018-139	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'électroménager brun. 8B0016	Mai Tome II	2018/894
VD2018-150	Marché public: location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes 8B0011 Annule et remplace la décision n°VD2018-111	Mai Tome II	2018/911
VD2018-158	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection 8B0010	Mai Tome II	2018/916
VD2018-159	Avenant de transfert n° 1 pour « Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif » Marché 6B0003	Mai Tome II	2018/918
VD2018-168	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage : mise en œuvre d'un schéma directeur des systèmes d'information N° 8B0001	Mai Tome II	2018/925
VD2018-181	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons. 8B0026	Mai Tome II	2018/934

VD2018-196	MARCHE PUBLIC Acquisition d'une solution métier de gestion des prestations aux usagers N° 7D0029	Mai Tome II	2018/946
VD2018-197	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Mai Tome I Tome Intenance de la plateforme de sécurité Internet Marché N° 8B0032	Mai Tome II	2018/948
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V. Contentieux 5. Contrats d'assurance 10. Rémunérations frais juridiques 15. Contentieux 16. Accidents véhicules municipaux			
VD2018-121	Contentieux Madame Marguerite CLEMENTE Recours indemnitaire concernant le traitement de son dossier Décision de défendre	Mai Tome I Tome I	2018/876
VD2018-123	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ CHOUX Guilhem Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0156	Mai Tome I Tome I	2018/878
VD2018-124	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ JOFFRE Muriel Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0158	Mai Tome I Tome I	2018/880
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-133	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ LEDERMANN Bertrand Recours pour excès de pouvoir contre un refus de mise en œuvre des pouvoirs de police de M. le Mai Tome I Tome Ire	Mai Tome I Tome I	2018/886
VD2018-134	MONTPELLIER c/ VERNETTE Monique épouse MARSON Fixation du prix du bien préempté situé rue du Moulin de Semalen Décision de défendre	Mai Tome I Tome I	2018/888
VD2018-147	Contentieux Monsieur Kamel FERKOUS Recours contre l'arrêté du 06 Juillet Tome I 2017 suspendant son abonnement sur les marchés pour 1 an Décision de défendre	Mai Tome I Tome I	2018/905
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VI. Divers 7. Concession de cimetières 12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement 22. Diagnostics d'archéologie préventive 23. Renouvellement d'adhésions aux associations			
VD2018-103	Renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le SIDA (ELCS)	Mai Tome I Tome I	2018/857

VD2018-140	Renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2018	Mai Tome I Tome I	2018/896
VD2018-144	Conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux _ Académie de Montpellier Ville de Montpellier 2017 - 2018	Mai Tome I Tome I	2018/899
VD2018-163	Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2018	Mai Tome I Tome I	2018/920



Conseil municipal du 3 mai 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N° VD2018-072 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de produits de droguerie, sacs poubelle et matériels de nettoyage.

(7D0012)

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de (n°7D0012)" pour le lot n°1 à la société SAS SPE SUD pour un montant total annuel de commandes estimé à 20 000 € HT, pour le lot n°2 à la société COLDIS pour un montant total annuel de commandes estimé à 100 000 € HT, pour le lot n°3 à la société COLDIS pour un montant total annuel de commandes estimé à 120 000 € HT, pour le lot n°4 à la société BLANC pour un montant total annuel de commandes estimé à 80 000 € HT, pour le lot n°5 à la société INTERPACK, pour un montant total annuel de commandes estimé à 50 000 € HT, le lot n°6 à la société IGUAL, pour un montant total annuel de commandes estimé à 100 000 € HT. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une première période d'exécution d'un an à compter de la date de notification du marché, avec une durée maximale de possible reconduction de trois ans.

N° VD2018-087 - Direction Architecture et Immobilier

Marché de fourniture d'électricité et services associés pour les besoins de l'Ancien Hôtel de Ville

Objet : Le présent marché de fournitures est un contrat unique de fourniture complète en énergie électrique pour l'Ancien Hôtel de Ville. Le marché est conclu par la SA3M au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, en vertu de la convention de mandat de gestion technique qui lie la SA3M à la Ville.

La durée du marché est de 36 mois, non reconductible, sous la forme d'un marché en application de prix unitaires, tels que fixés au bordereau de prix unitaires, aux quantités effectivement consommées.

N° VD2018-099 - Direction Travaux et Maintenance

Travaux et maintenance des sols sportif et éducatifs

MAPA n°8B0006

Objet : Attribution du marché travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION.

N° VD2018-103 - Direction de la Cohésion Sociale

Renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le SIDA (ELCS)

Objet : Créée en 1995, Élus Locaux Contre le Sida (ELCS) est une association française de lutte contre le VIH/Sida et les discriminations associées. Son but est de rappeler aux élus locaux et nationaux, qu'ils ont le devoir d'être les militants de l'action contre le SIDA. Ses adhérents s'engagent à soutenir l'association et ses actions de terrain, à se mobiliser pour la prévention du SIDA, mais aussi pour la solidarité et la fraternité vis-à-vis des personnes séropositives.

La ville de Montpellier est adhérente depuis 2013 et s'acquitte annuellement d'une cotisation d'un montant de 400 euros TTC.

N° VD2018-105 - Direction Architecture et Immobilier

Convention d'occupation temporaire du domaine public

Ville de Montpellier / Société des Parkings du Polygone (SPP)

Mise à disposition temporaire de places de parking

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville et la Société des Parkings du Polygone, permettant la mise à disposition des places de parking appartenant à la Ville au profit de la SPP pendant la période des travaux de mise en conformité des parkings

du Polygone. Cette convention est consentie pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} avril 2018.

N° VD2018-106 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Campagnes de stérilisation de pigeons, et campagnes d'effarouchement d'étourneaux

Marché n° 8A0095

Objet : il y a lieu de procéder à une campagne semestrielle de capture et de stérilisation de pigeons, et selon la population de volatiles sur le territoire communal, à une ou deux campagnes d'effarouchement d'étourneaux ; qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées,

- l'entreprise « SA SACPA » a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise « SAS SACPA »

N° VD2018-107 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété CAUSSE

490 rue du Mas Nouguier

Terrain cadastré EH 45

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Bernard CAUSSE, un terrain situé 490 rue du Mas Nouguier, au prix de 272.000 € en ce compris 43.000 € de commission d'agence dus par le vendeur.

N° VD2018-108 - Direction de l'Education

Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Désignation des membres du jury

Objet : Désignation des membres du jury présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats et leurs représentants au concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque.

N° VD2018-109 - Direction Sports et Jeunesse

Avenant à la convention d'utilisation

d'équipements sportif

Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Georges CLEMENCEAU

Objet : PJS /DSJ / Sports : La Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention de partenariat entre la Région Languedoc Roussillon et le Lycée Georges CLEMENCEAU sur les modalités d'utilisation des installations couvertes et ce pour une période d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2018.

N° VD2018-110 - Direction Sports et Jeunesse

Convention de prêt de matériels

Comité Départemental de l'Hérault de Judo -

Ville de Montpellier

Tournoi Scolaire de Judo - 14 Juin 2018

Objet : PJS / DSJ / Sports : La Ville sollicite le Comité Départemental de l'Hérault de Judo pour la mise à disposition temporaire de tapis le 07/06/2018, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin. Ainsi, il convient de passer une convention fixant les modalités de mise à disposition. Le transport sera pris en charge par la Ville de Montpellier, dans un camion fermé par des professionnels habilités par le Comité.

N° VD2018-114 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public: aide au montage d'exposition et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels

8B0019

Objet : Marché public: aide au montage d'exposition et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels 8B0019 marché de travaux à bons de commande, pour une durée de deux ans. Montant maximum des commandes: 88 000 € HT

Marché attribué à l'entreprise PAVIE, 17 impasse des Vignes 34990 Juvignac

N° VD2018-115 - Direction du Parc de Lunaret

Maintenance et réparation du matériel horticole et agricole.

Marché n°8B0008

Objet : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum pour une durée d'un an non reconductible.

Le marché se décompose en deux lots comme suit:

Lot 1: matériel horticole et agricole du zoo de Lunaret : minimum:5 000 € HT/ maximum: 30 000 € HT

Lot 2: matériel horticole et agricole du service des jardins et espaces naturels: minimum: 10 000 € HT / maximum: 53 000 € HT;

L'unique critère de classement des offres est le critère prix.

L'entreprise FRAMATEQ SUD EST domiciliée ZA du Mijoulan-34680 SAINT GEORGES D'ORQUES a été retenue.

N° VD2018-120 - Direction Architecture et Immobilier

Mise à disposition à titre gracieux de locaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public

Objet : Il s'agit de faire signer une convention de mise à disposition à titre gracieux au profit du CCAS de Montpellier pour l'occupation de locaux destinés à accueillir un pôle informatique dédié à un public non averti.

N° VD2018-121 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Madame Marguerite CLEMENTE

Recours indemnitaire concernant le traitement de son dossier

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Marguerite CLEMENTE

N° VD2018-123 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ CHOUX Guilhem

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0156

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHOUX Guilhem

N° VD2018-124 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ JOFFRE Muriel

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0158

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JOFFRE Muriel

N° VD2018-127 - Direction de l'Education

Attribution d'un marché pour une prestation de mise en place des salles et services de restauration des centres de loisirs et nettoyage des locaux à la société HYGIE SPHERE - accord-cadre n° 7D0015

Objet : Pendant les vacances scolaires, un prestataire extérieur assure sur certains centres de loisirs la mise en place des salles et services de restauration ainsi que le nettoyage des locaux.

N° VD2018-131 - Direction Energie et Moyens Techniques

Maintenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds

Marché à procédure adaptée numéro 8B0018

Objet : Attribution de l'accord cadre "maintenance des gros utilitaires et poids-lourds", procédure n° 8B0018, à la société Montpellier Poids Lourds, pour un montant total sans minimum et avec un maximum de 85000 € HT, et pour une durée maximum de 4 ans (1 an renouvelable 3 fois).

N° VD2018-133 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ LEDERMANN Bertrand

Recours pour excès de pouvoir contre un refus de mise en œuvre des pouvoirs de police de M. le Maire

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEDERMANN Bertrand

N° VD2018-134 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

MONTPELLIER c/ VERNETTE Monique épouse MARSON

Fixation du prix du bien préempté situé rue du Moulin de Semalen

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/VERNETTE Monique épouse MARSON

N° VD2018-136 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er

Objet : Mise à disposition d'un local situé place Albert 1er, un bâtiment, propriété de la Ville, à usage de lieu de tournage d'une série de fiction télévisuelle.

N° VD2018-137 - Direction Sports et Jeunesse

Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs Terrain Alain DELYLLE Gymnase Micheline OSTERMEYER

Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules GUESDE

Objet : PJS /DSJ / Sports : La Ville de Montpellier souhaite apporter un avenant à la convention de partenariat entre la Région Languedoc Roussillon et le Lycée Jules GUESDE sur les modalités d'utilisation du terrain Alain DELYLLE et du gymnase Micheline OSTERMEYER et ce pour une période d'un année supplémentaire, à compter du 1er janvier 2018.

N° VD2018-139- Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'électroménager brun. 8B0016

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0016 "Achat d'électroménager brun" pour les services de la Ville de Montpellier à la société AUDIO TECHNIC pour un montant total annuel estimé de 85 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période maximale d'exécution allant de 24 mois à compter de sa notification.

N° VD2018-140 - Direction des Finances (VM)

Renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2018

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de la collectivité à l'AFIGESE en désignant 3 représentants de la Direction des Finances pour un montant total de 986 € TTC

N° VD2018-142 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ecume le 19 mars 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ecume le 19 mars 2018 de 19h30 à 22h30 en contrepartie d'une redevance de 30 €

N° VD2018-144 - Direction Sports et Jeunesse

Conditions d'intervention des

Educateurs Territoriaux _ Académie de Montpellier

Ville de Montpellier _ 2017 - 2018

Objet : PJS / DSJ /Sports : Renouvellement de la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2017-2018, selon un programme préalablement défini par l'Education Nationale en accord avec les éducateurs de la Ville de Montpellier, sur des classes de cycle III des écoles de la Ville ;

N° VD2018-145- Direction Sports et Jeunesse

STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998

Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux et de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau Montpellier Méditerranée Métropole - et la Ville de Montpellier

Objet : PJS / DSJ / Sports : La Ville décide de renouveler avec la Montpellier Méditerranée Métropole, une convention de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau en raison de l'absence de réseaux séparés entre le Stade de la Mosson (propriété de Montpellier Méditerranée Métropole) et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville), pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2018.

N° VD2018-146 - Direction Sports et Jeunesse

BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux

Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier

Objet : PJS / DSJ / Sports : La Ville décide de renouveler la convention avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de locaux à la base de canoë kayak de La Valette, à titre gratuit, mais avec un partage des coûts dûment justifiés, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2018.

N° VD2018-147- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Monsieur Kamel FERKOUS

Recours contre l'arrêté du 06 juillet 2017 suspendant son abonnement sur les marchés pour 1 an

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Kamel FERKOUS

N° VD2018-148 - Direction Sports et Jeunesse

CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE

Renouvellement Convention de partage des coûts d'électricité

Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier

Objet : PJS / DSJ / Sports : La Ville décide de renouveler avec la Montpellier Méditerranée Métropole, une convention de partage des coûts d'électricité en raison de l'absence de réseau d'électricité distinct entre le Centre Nautique Neptune transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville).pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2018.

N° VD2018-149 - Direction Sports et Jeunesse

PISCINE ALFRED NAKACHE

Renouvellement Convention de mise à disposition de réseaux dans le complexe sportif Léon Cazals

Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier

Objet : PJS / DSJ / Sports : La Ville décide de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole la convention de partage des coûts d'électricité et de chauffage entre le complexe sportif Léon Cazals (propriété de la Ville) et la piscine Nakache (propriété de Montpellier Méditerranée Métropole) pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2018.

N° VD2018-150 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public: location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes

8B0011

Annule et remplace la décision n°VD2018-111

Objet : Marché public: location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes 8B0011, attribué aux entreprises Revolt (lot 1, maxi 10 000 € HT) et CQFD (lot 2, maxi 25 000 € HT), durée du marché 2 mois

Annule et remplace la décision n°VD2018-111: Le candidat attributaire du lot n°1 a renoncé au marché avant notification. Il est proposé d'attribuer ce lot au candidat n°2, Kiloutou
le lot 1 demeure attribué à CQFD

N° VD2018-154 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 5

mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 5 mai 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-156 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association "Chœur Hugues Reiner" du 16 au 21 juillet 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association "Chœur Hugues Reiner" du 16 au 21 juillet 2018 contre redevance de 360 €

N° VD2018-157 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 2 Avril 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 2 Avril 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-158 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection.

8B0010

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0010 "Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection " pour les services de la Ville de Montpellier à la société TEXEN pour un montant total annuel estimé de 86 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

N° VD2018-159 - Direction des Systèmes d'Information

Avenant de transfert n° 1 pour « Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif » Marché 6B0003

Objet : Suite à une dissolution-confusion par transmission universelle de patrimoine de la société RDI titulaire du marché initial n° 6B0003 « Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif » au profit de la société SPIE Infoservices, il convient de signer un avenant de transfert avec ladite société à compter du 1er janvier 2018. La durée du marché est inchangée, marché d'un an reconductible 3 fois, soit jusqu'au 01/06/2020 au plus, et pour un montant total maximum de 89 000 euros HT sur la durée totale du marché

N° VD2018-163 - Direction des Finances (VM)

Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2018

Objet : Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine pour un montant de 35 887,02 € - Exercice 2018

N° VD2018-164 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à IRCL UMR le 4 avril 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à IRCL UMR le 4 avril 2018 contre redevance de 120 €

N° VD2018-166 - Direction des Finances (VM)

Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS

Annule et remplace la Décision n° VD2018-113

Objet : La ligne de trésorerie a pour objet de sécuriser et optimiser la trésorerie de la ville.

N° VD2018-168 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage : mise en œuvre d'un schéma directeur des systèmes d'information

N° 8B0001

Objet : Compte tenu de la nécessité pour les directions informatiques, mais aussi des décideurs de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS de disposer d'éléments permettant la définition de choix stratégiques et opérationnels afin d'orienter les systèmes d'information et répondre aux enjeux présents et futurs des trois entités ; il convient d'attribuer dans le cadre d'un groupement de commandes le marché d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un schéma

directeur des systèmes d'information à la société VOIRIN CONSULTANTS pour une durée d'un an et un montant maximum de 88 000 € HT.

N° VD2018-171 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 5 avril 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 5 avril 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-174 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

ZAC du Coteau

Convention de participation aux équipements publics

Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M

Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p

Objet : Décision visant à autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC du Coteau de 180 000 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la réalisation d'un immeuble collectif.

N° VD2018-176- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 22 avril et le 6 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 22 avril et le 6 juin 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-178 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CORALEN le 23 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CORALEN le 23 juin 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-179 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION

Propriété WEIBEL JUNCY

1901 rue du Pont de Lavérune

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété des conjoints WEIBEL JUNCY, une villa avec terrain située 1901 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PI 71-72 et PK 141, au prix de 400.000 € dont 5.420 € de mobilier.

N° VD2018-181 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons.

8B0026

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0026 "Achat de boissons" pour les services de la Ville de Montpellier, le lot n°1 Boissons non alcoolisées ainsi que le lot n°2 boissons alcoolisées à la société PROMO BOISSONS pour un montant total annuel estimé de 40 000 € HT pour le lot n°1 et pour un montant total annuel estimé de 45 000 € HT pour le lot n°2. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

N° VD2018-182 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Atout Choeur le 14 Avril

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Atout Choeur le 14 Avril contre redevance de 60 €

N° VD2018-184 - Direction des Finances (VM)

Direction du Parc de Lunaret

Service Technique

Modification de la régie d'avances

Ajout d'une dépense autorisée et d'un mode de règlement

Objet : Pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter une dépense autorisée et un mode de règlement.

N° VD2018-185 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 6 mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 6 mai 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-187 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association AFSEP le 10 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association AFSEP le 10 juin 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-193 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix le 22 mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix le 22 mai 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-195 - Direction Architecture et Immobilier

Mise à disposition de locaux pour l'installation d'une base de vie de chantier située route de Mende - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé.

Objet : Il s'agit de faire signer une convention d'occupation du domaine privé au profit de la Société Civile de Construction Vente Campus Emma pour permettre l'installation de la base de vie du chantier situé à proximité route de Mende. Cette convention est consentie pour une durée d'un an moyennant un loyer annuel de 2 400 euros à compter du 15 avril 2018.

N° VD2018-196 - Direction des Systèmes d'Information

MARCHE PUBLIC

Acquisition d'une solution métier de gestion des prestations aux usagers

N° 7D0029

Objet : Dans un souci d'évolution du système d'information visant à optimiser, homogénéiser et moderniser la gestion des prestations disponibles pour les usagers de la Ville de Montpellier, il convient d'attribuer le marché d'« Acquisition d'une solution métier de gestion des prestations aux usagers » à la société TEAMNET pour un montant estimé de 400 000 € HT sur la durée totale du marché, soit 4 ans.

N° VD2018-197 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Maintenance de la plateforme de sécurité Internet

Marché N° 8B0032

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer le fonctionnement optimal de l'environnement Checkpoint il convient d'attribuer le marché de : « Maintenance de la plateforme de sécurité Internet » à la société ORANGE CYBERDEFENSE pour une durée d'un an et un montant total maximum de 35 000 € HT.

N° VD2018-200 - Direction Sports et Jeunesse

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Société Hurricane

Festival International des Sports Extrêmes

(FISE) du 8 mai au 13 mai 2018

Objet : D.S.J. : La Ville de Montpellier décide de passer une convention fixant ses engagements avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane dans le cadre de l'organisation du Fise 2018 et ainsi d'autoriser l'occupation du domaine public selon les tarifications en vigueur et l'établissement de redevances pour les espaces commerciaux.

N° VD2018-204 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des Archives Municipales

Objet : Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un bâtiment neuf destiné à accueillir les Archives Municipales, dans le quartier Port Marianne.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de produits de droguerie, sacs
poubelle et matériels de nettoyage.**
(7D0012)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits de droguerie, sacs poubelle et matériels de nettoyage pour les services de la Ville. Ces achats sont de nature à assurer les travaux de nettoyage des bâtiments de la Ville de Montpellier ainsi qu'à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par celle-ci sur la commune ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 26 juillet 2017, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché n°7D0012 est passé en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ;
Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (produits issus de la chimie verte) étaient les suivants : Qualité (sur analyse des échantillons) : 10%, mémoire technique : 50% et le prix pour 40% ;

Décision n° VD2018-072

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°1 à la société SAS SPE SUD, 21 rue de Ratacas, 11000 NARBONNE, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (produits issus de la chimie) étaient les suivants : Qualité (sur analyse des échantillons) : 10%, mémoire technique : 50% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°2 à la société COLDIS, ZAC du Plan 230 av. du Counoise, 84320 ENTRAIGUES, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (accessoires ménagers) étaient les suivants : Qualité (sur analyse des échantillons) : 40%, mémoire technique : 20% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°3 à la société COLDIS, ZAC du Plan, 230 av. du Counoise, 84320 ENTRAIGUES, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°4 (papiers sanitaires) étaient les suivants : Qualité (sur analyse des échantillons) : 60% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 27 février 2018, a attribué le lot n°4 à la société BLANC, Z.A.M. du Bassin de Thau, Route de Sète, BP 99, 34540 BALARUC-LES-BAINS, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°5 (achat de sacs poubelle) étaient les suivants : Qualité (sur analyse des échantillons) : 60% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°5 à la société INTERPACK, 518 route de Blangy, 14130 LE TORQUESNE, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°6 (matériels de nettoyage) étaient les suivants : mémoire technique pour 60% et le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 février 2018, a attribué le lot n°6 à la société IGUAL, ZAE du LARZAT, 175 rue Gustave Courbet, 34750 VILLENEUVE les MAGUELONE, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achats de produits de droguerie, sacs poubelle et matériels de nettoyage » n°7D0012 :
 - pour le lot n°1 à la société SAS SPE SUD pour un montant total annuel de commandes estimé à 20 000 € HT ;
 - pour le lot n°2 à la société COLDIS pour un montant total annuel de commandes estimé à 100 000 € HT ;
 - pour le lot n°3 à la société COLDIS pour un montant total annuel de commandes estimé à 120 000 € HT ;

Décision n° VD2018-072

- pour le lot n°4 à la société BLANC pour un montant total annuel de commandes estimé à 80 000 € HT ;
- pour le lot n°5 à la société INTERPACK, pour un montant total annuel de commandes estimé à 50 000 € HT ;
- pour le lot n°6 à la société IGUAL, pour un montant total annuel de commandes estimé à 100 000 € HT.

Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une première période d'exécution d'un an à compter de la date de notification du marché, pour une durée maximale possible de reconduction de trois ans ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 25/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché de fourniture d'électricité et services associés pour les besoins de l'Ancien Hôtel de Ville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max Lévida, Adjoint Délégué aux finances ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la convention de mandat en date du 2 novembre 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de signer le marché de fournitures d'électricité et services associés de l'ancien Hôtel de Ville, 1 place Francis Ponge à Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché en application des prix unitaires, tels que fixés au bordereau de prix unitaire, aux quantités effectivement consommées pour une durée de 36 mois. Le marché n'est pas reconductible ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique (60%), critère prix (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 février 2018 a :
 - attribué le marché de fournitures d'électricité et services associés de l'ancien Hôtel de Ville à l'entreprise LUCIA, 158 allée des Ecureuils 34980 Saint Gély du Fesc présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché à l'entreprise LUCIA, 158 allée des Ecureuils, 34980 Saint Gély du Fesc. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 36 mois, non reconductible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville de Montpellier, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 29/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Travaux et maintenance des sols sportif et
éducatifs
MAPA n°8B0006

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Patrick RIVAS.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux et à de la maintenance de l'arrosage des sols sportifs et éducatifs de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée d'un an à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DEBART IRRIGATION sise, 942 rue de l'Industrie 34070 Montpellier présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de travaux et maintenance des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION, pour un montant maximum de 89 000 euros HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 27/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Cohésion Sociale**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement d'adhésion à l'association des
Elus Locaux Contre le SIDA (ELCS)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Caroline NAVARRE, 22^{ème} Adjointe au Maire déléguée à la prévention santé et aux Droits des Femmes ;

Considérant que :

- La ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisation ;
- Pour l'année 2018, il est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des **Elus Locaux Contre le Sida**

Nature	Chapitre	Organisme	Montant TTC
65748	934	Elus Locaux Contre Le SIDA	400 €

Décide en conséquence :

- D'accepter, le versement de cotisations aux organismes nationaux, tels que définis ci-dessus, pour un montant total de 400€ TTC ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Ville au chapitre 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Caroline NAVARRE

Publiée le : 28/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
Ville de Montpellier / Société des Parkings du
Polygone (SPP)
Mise à disposition temporaire de places de
parking**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'un parking repartit sur trois niveaux, situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville – Place Francis Ponge, appartenant à son domaine public ;
- Que ce parking, initialement destiné à accueillir les véhicules de service de la Ville et les véhicules des agents, est actuellement fermé au public ;
- Que la Société des parkings du Polygone sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public des niveaux P1 et P2 de ce parking car des travaux de mise en conformité des parkings du Polygone vont occasionner la diminution du nombre de places disponibles ;
- Qu'il est proposé d'établir une convention avec la SPP concernant cette autorisation temporaire du domaine public moyennant une redevance de 2 000 euros HT par mois soit 2 400 euros TTC pour la mise à disposition de 180 emplacements.

Décide en conséquence :

- De conclure avec la Société des Parkings du Polygone (SPP), une convention d'occupation temporaire du domaine public (jointe en annexe) pour la mise à disposition de 180 emplacements aux niveaux P1 et P2 du parking situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville – Place Francis Ponge ;

Décision n° VD2018-105

- De dire que cette mise à disposition est consentie pour 24 mois à compter du 1er avril 2018 ;
- D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, section de fonctionnement, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 03/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Communal Hygiène Santé

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Campagnes de stérilisation de pigeons, et
campagnes d'effarouchement d'étourneaux
Marché n° 8A0095**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Lorraine ACQUIER.

Considérant :

- Qu'au regard des populations de pigeons et d'étourneaux présentes sur la ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 et aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois, pour une durée maximale de 4 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le processus proposé, le délai d'intervention et le prix de la prestation ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SAS SACPA- Pigeons Contrôle- 12 Place GAMBETTA- 47 700 CASTELJALOUX, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché portant sur la réalisation de 2 campagnes semestrielles de capture de pigeons suivie de la stérilisation de la population capturée et 2 campagnes, au cours de l'année et selon le besoin, d'effarouchement d'étourneaux à l'entreprise SAS SACPA, pour un montant de 65 000 euros HT ;

Décision n° VD2018-106

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 931 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché 8A0095 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 06/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété CAUSSE
490 rue du Mas Nouguier
Terrain cadastré EH 45
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser le délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;

Décision n° VD2018-107

- Vu la délibération du conseil municipal du 22 juin 2009 instituant un périmètre d'étude sur le secteur de POUTINGON ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 9 février 2018.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 15 janvier 2018, Monsieur Bernard CAUSSE a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un terrain situé 490 rue du Mas Nouguier, cadastré section EH 45, au prix de 520.000 € en ce compris 43.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- que la Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur de POUTINGON, afin de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution du secteur sous forme de renouvellement urbain ;
- que la propriété de Monsieur CAUSSE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville et dans le périmètre d'étude précité ;
- que la propriété de Monsieur CAUSSE est aussi impactée par l'emplacement réservé linéaire inscrit au Plan Local d'Urbanisme sous le n° C19 destiné à un élargissement de voirie ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien, son acquisition permettant à terme de réaliser le projet de renouvellement urbain et l'aménagement de voirie précités. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs. Cette acquisition complétera celles déjà réalisées dans cet objectif par la Ville sur ce secteur ;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Bernard CAUSSE, située 490 rue du Mas Nouguier, cadastrée section EH 45, au prix de 272.000 € en ce compris 43.000 € pour les frais de commission d'agence à la charge du vendeur ;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013127 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 27 MARS 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 09/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Désignation des membres du jury

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 89.
- Vu la délibération n° V2017/319 du 3 novembre 2017 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque ;

Considérant :

- Qu'en vertu de l'article 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury du concours en vue du choix d'un lauréat au concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque est composé de Monsieur le Maire ou son représentant, des membres élus de la commission d'appel d'offres et, pour au moins un tiers des membres du jury, de personnes ayant une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- Qu'il y a lieu de désigner les membres du jury de concours présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats et leurs représentants ;

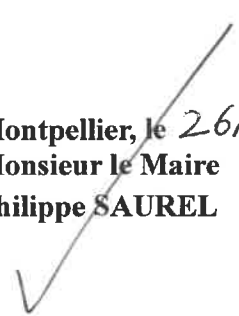
Décide en conséquence :

- Que Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, Président du jury, pourra être représenté par Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Réussite éducative ;
- Que les membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque, qui possèdent la qualification requise des candidats ou une qualification équivalente et qui ont voix délibérative, sont :
 - M. Jean Pierre DUVAL, ordre des architectes, ou son représentant, M. Emmanuel DELMAS MARIS, ordre des architectes ;
 - M. Emmanuel NEBOUT, architecte en chef de la ZAC, ou son représentant M. Jérôme FUZIER, architecte ;

Décision n° VD2018-108

- M. Jean-Louis DESTISON, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier ou son représentant Mme Christine BRIDON, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier
- Mme Hélène PARTIMBENE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance, ou son représentant M. Olivier PIACENTINI, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance ;
- Mme Sylvie MAHOT, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction de l'aménagement et de la programmation, ou son représentant Mme Hélène REDER, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction de l'aménagement et de la programmation.

Montpellier, le 26/03/2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



Publiée le : 28/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Avenant à la convention d'utilisation
d'équipements sportif**

**Ville de Montpellier - Région Languedoc
Roussillon - Lycée Georges CLEMENCEAU**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'une convention d'utilisation des installations mises à disposition par la Ville de Montpellier, essentiellement des installations couvertes, entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Georges Clémenceau, a été signée pour une période de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2015, par décision n°2015/0137 du 16 avril 2015 ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Georges Clémenceau donne lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de prolonger cette convention pour une année supplémentaire.

Décide en conséquence :

- de signer l'avenant à la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018, selon un planning défini à chaque période scolaire ;

Décision n° VD2018-109

- de dire que le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués sont ceux de la convention initiale ;
- d'imputer la recette correspondante sur le budget 2018 de la Ville, section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 10/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 11/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de prêt de matériels

Comité Départemental de l'Hérault de Judo - Ville de Montpellier

Tournoi Scolaire de Judo - 14 Juin 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville sollicite le Comité Départemental de l'Hérault de Judo pour la mise à disposition temporaire de tapis le 14/06/2018, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin ;
- que dans le cadre de ses missions, le Comité Départemental a acquis des tapis de judo financé par le CNDS et ses fonds propres, et met ce matériel à la disposition des clubs et collectivités pour la gestion et l'organisation des manifestations sportives de judo ;
- que le Comité Départemental de l'Hérault de Judo, propriétaire des tapis de judo, accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, 166 tapis à titre gracieux ;
- que le transport sera pris en charge par la Ville de Montpellier, dans un camion fermé par des professionnels habilités par le Comité ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-110

- de passer une convention pour la mise à disposition de tapis de judo avec le Comité Départemental de l'Hérault de Judo, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin ;
- de dire que la dépense de transport sera imputée sur le budget 2018, section de fonctionnement, chapitre 933;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier le 27/03/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 29/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: aide au montage d'exposition et
interventions d'entretien en lien avec des lieux et
projets culturels
8B0019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA.

Considérant :

- Que les lieux et projets culturels de la Ville exigent régulièrement des interventions spécifiques d'entretien, des petits travaux ou de l'aide au montage d'exposition ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de deux ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%) et prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise PAVIE, 17 impasse des Vignes, 34990 Juvignac présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché d'aide au montage d'exposition et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels (8B0019) à l'entreprise Pavie, pour un montant maximum de 88 000 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 et 2019 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Maintenance et réparation du matériel horticole
et agricole.
Marché n°8B0008**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri **D**e VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- Que la réparation et la maintenance du matériel horticole et agricole du service Jardins et Espaces Naturels de la Direction Paysage et Biodiversité (lot n°2), de la Direction du parc de Lunaret (lot n°1) sont indispensables à la sécurité du personnel et du public ainsi qu'au bon fonctionnement des services cités ;
- Que le parc de Lunaret, le service Jardin et espaces naturels de la Ville de Montpellier ne sont pas en mesure d'effectuer ces travaux de réparation et de maintenance par leurs propres moyens ;
- Qu'il est donc nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de réparation et de maintenance de ces engins ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande alloti pour une durée d'un an non reconductible à compter de la notification du marché ;
- Que le seul critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le critère de prix ;

- Qu'après analyse, l'entreprise FRAMATEQ SUD OUEST domicilié ZA du Mijoulan-34680 SAINT GEORGES D'ORQUES présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n°1 (direction parc de Lunaret);
- Qu'après analyse, l'entreprise FRAMATEQ SUD OUEST domicilié ZA du Mijoulan-34680 SAINT GEORGES D'ORQUES présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n°2 (direction paysage et biodiversité).

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de réparation et de maintenance du matériel horticole et agricole-marché n°8B0008 à l'entreprise FRAMATEQ SUD OUEST domicilié ZA du Mijoulan-34680 SAINT GEORGES D'ORQUES, pour un montant minimum de 5 000 euros HT et pour un montant maximum de 30 000 euros HT pour le lot n°1 d'une période d'un an non reconductible ;

Article 2 : D'attribuer le marché de réparation et de maintenance du matériel horticole et agricole-marché n°8B0008 à l'entreprise FRAMATEQ SUD OUEST domicilié ZA du Mijoulan-34680 SAINT GEORGES D'ORQUES, pour un montant minimum de 10 000 euros HT et pour un montant maximum de 53 000 euros HT pour le lot n°2 d'une période d'un an non reconductible ;

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée pour le lot n°1 sur le chapitre 935 en section de fonctionnement et sur le chapitre 905 en section d'investissement ;

Article 4 : De dire que la dépense sera imputée pour le lot n°2 sur le chapitre 935 en section de fonctionnement et sur le chapitre 905 en section d'investissement ;

Article 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/03/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 29/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise à disposition à titre gracieux de locaux au
profit du Centre Communal d'Action Sociale de
Montpellier - Autorisation de signer la convention
d'occupation du domaine public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que le Centre Communal d'Action Sociale est à la recherche de locaux pour accueillir un pôle informatique dédié à un public non averti ;
- Que la Ville bénéficie de locaux libres, correspondant aux critères de recherche du Centre Communal d'Action sociale, appartenant à son Domaine public ;
- Qu'il est proposé d'établir avec le Centre Communal d'Action Sociale une convention d'occupation du domaine public à titre gracieux pour une durée de 1 an.

Décide en conséquence

- De conclure avec le Centre Communal d'action Sociale, une convention d'occupation temporaire du domaine public (jointe en annexe) pour la mise à disposition de locaux situés 8 rue Jacques Draparnaud à Montpellier ;
- De dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux

Madame Marguerite CLEMENTE **Recours indemnitaire concernant le traitement de** **son dossier**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

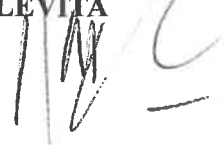
- Que Madame CLEMENTE a introduit un recours indemnitaire (instance n°1700364-1) en vue d'obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi dans la gestion de son dossier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CHOUX
Guilhem
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0156

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 05/12/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS, visant à procéder à la construction d'un collectif de 37 logements, 675 rue de Saint-Hilaire ;
- Que M. CHOUX Guilhem a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 06/02/2018 sous le n° 1800510-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ JOFFRE
Muriel
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
refus n° PC 34172 17V0158

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 21/09/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de Mme JOFFRE Muriel, visant à procéder au changement de destination d'un garage en appartement, 4 rue de Metz ;
- Que Mme JOFFRE Muriel a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 20/02/2018 sous le n°1800785-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché pour une prestation de
mise en place des salles et services de restauration
des centres de loisirs et nettoyage des locaux à la
société HYGIE SPHERE - accord-cadre n°
7D0015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux - Facultés;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires ;
- Que la ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée ;
- Qu'en conséquence un appel d'offre ouvert a été lancé sous la référence 7D0015 « Prestation de mise en place des salles et service de restauration des centres de loisirs et nettoyage des locaux » conformément aux articles 25-1 1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono – attribuaire, avec un minimum de 20 000 € HT et un maximum de 200 000 € HT.
Cet accord-cadre conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification, pourra être reconduit pour une durée maximale de 3 ans sans que ce délai puisse excéder le 4 janvier 2022;
- Que les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - valeur technique 40% ;
 - performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté 20% ;
 - prix des prestations 40% ;

- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 6 février 2018, a jugé l'offre de l'entreprise HYGIE SPHERE – 809 Rue Favre de Saint Castor – 34187 MONTPELLIER - comme économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place de salles et services de restauration des centres de loisirs, entretien de locaux à la société HYGIE SPHERE pour une durée de un an reconductible 3 fois et pour un montant compris entre 20 000.00 € HT et 200 000.00 € HT par an;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement 2018 de la Ville, chapitre 933;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer ce marché et tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 27/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 28/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Maintenance des véhicules de type gros utilitaires
et poids-lourds
Marché à procédure adaptée numéro 8B0018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier en appoint une partie de la maintenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds à un prestataire spécialisé ;
- Qu'une procédure (n°8B0018) a été lancée conformément aux articles 110 à 131 et 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour un montant maximum de 85 000 € HT et pour une durée de 4 ans (1 an renouvelable 3 fois) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : coût des prestations (50%) et valeur technique (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, Parc de la Lauze, 4 rue St Exupéry, 34430 Saint Jean De Védas, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché 8B0018 « Maintenance des gros utilitaires et poids-lourds », à l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, pour un montant de 85000 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LEDERMANN
Bertrand
Recours pour excès de pouvoir contre un refus de
mise en œuvre des pouvoirs de police de M. le
Maire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un courrier du 30/10/2017, M. LEDERMANN Bertrand a demandé aux services de la Commune de Montpellier d'intervenir sur des constructions réalisées par son voisin M.CZARNECKI, 748 avenue du Père Prévost ;
- Que par un courrier du 11/12/2017, la commune de Montpellier l'a informé des actions déjà entreprises pour faire cesser le trouble ;
- Que M. LEDERMANN Bertrand a considéré que cette réponse constituait un refus de M. le Maire de Montpellier de mettre en œuvre ses pouvoirs de Police et a saisi le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 09/02/2018, d'une requête référencée n°1800613-1, afin d'obtenir l'annulation de ce refus ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-133

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MONTPELLIER c/ VERNETTE Monique
épouse MARSON**

**Fixation du prix du bien préempté situé rue du
Moulin de Semalen**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

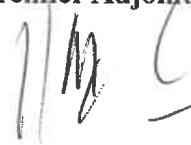
- Que la commune de Montpellier a décidé de préempter le bien de Mme VERNETTE Monique épouse MARSON, cadastré CN 4-51-286, situé rue du Moulin de Semalen ;
- Qu'aucun accord n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite mettre à disposition un local situé place Albert 1er, un bâtiment, propriété de la Ville, à usage de lieu de tournage d'une série de fiction télévisuelle, d'une superficie de 78 m2 environ ;
- Que la mise à disposition du local apportera des retombées en matière de communication et profitera à l'économie locale de façons directes et indirectes, à travers la création d'emploi, l'hôtellerie, la restauration, et les prestataires de services ;
- Que ce projet structurant pour le territoire permettra une valorisation de son l'image, notamment par la présence de la Ville et de son logo aux génériques ;
- Que l'arrivée d'un feuilleton quotidien sous forme d'épisode de 26 minutes à l'antenne chaque soir sera une véritable vitrine pour la Ville.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de la convention d'occupation du domaine public entre la Ville et M.F.P Multimédia France Productions, représenté par Madame Laurence SCHWOB, pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement chaque année pour une durée maximale de 4 ans ;

Article 2 : De ne pas appliquer de tarif de redevance supplémentaire en considérant que le caractère onéreux de l'occupation du domaine public est satisfait par les éléments de valorisation précédemment énoncés ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 03/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Avenant à la convention d'utilisation
d'équipements sportifs
Terrain Alain DELYLLE
Gymnase Micheline OSTERMEYER

Ville de Montpellier - Région Languedoc
Roussillon - Lycée Jules GUESDE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'une convention d'utilisation du terrain Alain Delylle et du gymnase Micheline Ostermeyer entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules Guesde a été signée pour trois ans, à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules Guesde donne lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier;
- qu'il est nécessaire de prolonger cette convention pour une année supplémentaire.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-137

- de signer l'avenant à la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2018, selon un planning défini à chaque période scolaire ;
- de dire que le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués sont ceux de la convention initiale ;
- d'imputer la recette correspondante sur le budget 2018 de la Ville, section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 05/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 06/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'électroménager
brun.
8B0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager brun répondant aux besoins des services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0016) a été lancée, en date du 12 février 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour une durée d'exécution de 24 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 70 % pour le prix et 30% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société AUDIO TECHNIC, 3 rue Gaston Planté, 34790 GRABELS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décision n° VD2018-139**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat d'électroménager brun » à l'entreprise AUDIO TECHNIC, pour un montant total maximum de commandes de 85 000.00 € H.T, pour une durée d'exécution de 24 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant que :

La Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de reconduire l'adhésion à l'**Association Finances – Gestion – Evaluation des Collectivités Territoriales AFIGESE** pour l'exercice 2018 comme suit :

Nom	Montant HT	TVA 20%	Montant TTC
Fabien DELCASSO	255,00 €	51,00 €	306,00 €
Jérémy PRIAM	283,33 €	56,67 €	340,00 €
Vincent DOMEIZEL	283,33 €	56,67 €	340,00 €
TOTAL	821,66 €	164,34 €	986,00 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE pour un montant de 986 € TTC ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2018 en nature 6281, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ecume le 19 mars 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ECUME a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 19 mars 2018 de 19h30 à 22h30 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, section de fonctionnement, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 28/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Conditions d'intervention des
Educateurs Territoriaux

—
Académie de Montpellier
Ville de Montpellier
—

2017 - 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2017-2018 ;
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux, apporte un concours à l'enseignement de l'Education Physique et Sportive et des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture à travers l'enseignement des activités physiques et sportives,
- que l'intervention des Educateurs Territoriaux se fera pendant les séances conduites selon un programme préalablement défini par l'Education Nationale en accord avec les éducateurs de la Ville de Montpellier, sur des classes de cycle III des écoles de la Ville ;

Décide en conséquence :

- de renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2017-2018;

Décision n° VD2018-144

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 05/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 06/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998
Renouvellement Convention de mise à disposition
de locaux et de partage des coûts d'électricité, de
gaz et d'eau

Montpellier Méditerranée Métropole
-
et la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que des équipements de la Ville répondant aux critères d'intérêt communautaire ont été transférés à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que ces équipements sont imbriqués avec des équipements de la Ville (réseaux en commun) avec également, une utilisation partielle des équipements de la Ville pour son activité ou ses besoins propres ;
- qu'il a donc été nécessaire d'adapter les modalités de gestion dans le cadre d'une convention qui définit le partage des coûts en l'absence de réseaux distincts d'électricité, de gaz et d'eau entre les installations du Stade de la Mosson transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville) ;
- qu'un compteur divisionnaire pour l'eau, posé à la limite de propriété entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, permettra d'établir les consommations de chaque collectivité ;

Décision n° VD2018-145

- que les modalités de participation aux autres coûts d'usage de l'équipement sont calculés selon des critères tenant à la superficie de l'équipement, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation et le coût par rapport à des installations similaires ;

Décide en conséquence :

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité, de gaz et d'eau en l'absence de réseaux séparés, à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de 3 ans ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE
Renouvellement Convention de mise à disposition
de locaux**

Montpellier Méditerranée Métropole

**-
Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que des équipements de la Ville répondant aux critères d'intérêt communautaire ont été transférés à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que ces équipements sont imbriqués avec des équipements de la Ville (réseaux en commun) avec également, une utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres ;
- qu'il a donc été nécessaire d'adapter les modalités de gestion dans le cadre d'une convention qui définit les conditions de mise à disposition à titre gratuit par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier d'un bâtiment situé au sein de la base de canoë kayak de la Valette pour des activités d'animation ;
- que les modalités de participation aux coûts d'usage de l'équipement sont calculés selon des critères tenant à la superficie de l'équipement, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation et le coût par rapport à des installations similaires ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-146

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de mise à disposition à titre gratuit et le remboursement de l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié, à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de 3 ans.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 17/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux

Monsieur Kamel FERKOUS

**Recours contre l'arrêté du 06 juillet 2017
suspendant son abonnement sur les marchés pour
1 an**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur FERKOUS conteste la décision du 06 juillet 2017 lui suspendant son abonnement sur le marchés pendant un an (instantce n°1705740-5) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE
Renouvellement Convention de partage des coûts
d'électricité

Montpellier Méditerranée Métropole

-
Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que des équipements de la Ville répondant aux critères d'intérêt communautaire ont été transférés à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que ces équipements sont imbriqués avec des équipements de la Ville (réseaux en commun) avec également, une utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres ;
- qu'il a donc été nécessaire d'adapter les modalités de gestion dans le cadre d'une convention qui définit les conditions du partage des coûts d'électricité en l'absence de réseau d'électricité distinct entre le Centre Nautique Neptune transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville).
- que les modalités de participation aux coûts d'usage de l'équipement sont calculés selon des critères tenant à la superficie de l'équipement, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation et le coût par rapport à des installations similaires ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-148

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité du fait de l'absence de réseaux séparés, à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de 3 ans.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**PISCINE ALFRED NAKACHE
Renouvellement Convention de mise à disposition
de réseaux dans le complexe sportif Léon Cazals**

Montpellier Méditerranée Métropole

**-
Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que par délibération en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Nakache sise à l'intérieur du Complexe Sportif Léon Cazals appartenant à la Ville de Montpellier ;
- que cet équipement est imbriqué avec des équipements de la Ville (réseaux en commun), mais avec une gestion autonome des espaces appartenant à chaque collectivité ;
- qu'il a donc été nécessaire d'adapter les modalités de gestion dans le cadre d'une convention qui définit les conditions du partage des coûts d'électricité et de chauffage en l'absence de réseaux distincts entre la piscine Nakache propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et le complexe Léon Cazals (propriété de la Ville).
- que les modalités de participation aux coûts d'usage de l'équipement sont calculées selon des critères tenant à la superficie de l'équipement, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation et le coût par rapport à des installations similaires ;

Décision n° VD2018-149**Décide en conséquence :**

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité et de chauffage, du fait de réseaux en communs, à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour une durée de 3 ans.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: location et mise en place
d'équipements de distribution électrique et de
groupes électrogènes
8B0011
Annule et remplace la décision n°VD2018-111**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA

Considérant :

- Que, dans le cadre de l'organisation de la manifestation artistique ZAT 2018, la Ville doit louer des groupes électrogènes ainsi que des équipements de distribution électrique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti à bons de commande pour une durée de 2 mois à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%) et prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise REVOLT, 22 ZAC carrière dorée 59310 Orchies présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise CQFD, 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;
- Que l'entreprise REVOLT a indiqué par courrier, le 21 mars 2018, vouloir renoncer au marché ;

- Que l'entreprise Kiloutou Energie, 20 bis avenue René Bats 40250 Mugron a été classée deuxième lors de l'analyse des offres.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le lot 1 du marché à l'entreprise Kiloutou Energie, pour un montant maximum de 10 000 euros HT ;

Article 2 : D'attribuer le lot 2 du marché à l'entreprise CQFD pour un montant maximum de 25 000 euros HT ;

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 09/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 5
mai 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Ensemble vocal Tutti a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 5 mai 2018 de 18h00 à 22h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 23/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association "Chœur Hugues Reiner"
du 16 au 21 juillet 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Chœur Hugues Reiner a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs du 16 au 20 juillet 2018 de 14h à 22h00 et 21 juillet de 14h à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 360 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 05/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 2
Avril 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Cock a Doodle Doo une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 2 avril de 20h à minuit ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 23/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de matériel
professionnel de sonorisation, audio et projection.**

8B0010

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection répondant aux besoins et manifestations proposés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0010) a été lancée, en date du 25 janvier 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société TEXEN, 290 rue de Massacan, ZI Vallée du Salaison, BP30029, 34741 VENDARGUES Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décision n° VD2018-158**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection » à l'entreprise TEXEN, pour un montant total maximum de commandes de 86 000.00 € H.T, pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Avenant de transfert n° 1 pour ' Support
Microsoft : Messagerie et Collaboratif '
Marché 6B0003**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;
- Vu la décision n° 2016/0179 attribuant le marché n° 6B0003 « Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif » à la société Repro Diffusion Informatique (RDI), pour un montant de 89 000 euros HT toutes reconductions confondues et pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.

Considérant :

- Que la société précitée a fait l'objet d'une dissolution-confusion par transmission universelle de son patrimoine au profit de la société SOFILAN, cette dernière faisant elle-même l'objet d'une dissolution-confusion concomitante par transmission universelle de son patrimoine au profit de la société SPIE Infoservices avec effet au 1er janvier 2018 ;
- Qu'il est nécessaire conformément à l'article 139.4 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics d'établir un avenant de transfert ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de transfert de ce marché de maintenance au profit de la société SPIE Infoservices sise 53 boulevard de Stalingrad – 92247 MALAKOFF Cedex ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 930 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant de transfert dudit marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°VAR2018-0880 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances.


Considérant :

- Que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- Qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux ;
- Que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, villes, et villes et communautés d'Ile-de-France. Elle est administrée par un conseil d'administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;
- Que pour l'année 2018, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour la Ville de Montpellier: $0,13 \times 276\,054 \text{ habitants (données INSEE 2013)} = 35\,887,02 \text{ €}$.

Décide en conséquence :

- De reconduire l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2018 ;
- D'accepter le versement de la cotisation pour un montant de 35 887,02 € TTC;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à IRCL UMR le 4 avril 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association IRCL UMR a effectué une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 4 avril de 9h à 18h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 05/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise en place d'une ligne de trésorerie
de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS
Annule et remplace la Décision n° VD2018-113**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 en date du 2 mars 2018 donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu le projet de contrat ;
- Vu la décision n° VD2018-113.

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie ;
- Qu'il est apparu que le taux de Commission de Non Utilisation indiqué dans la décision n°VD2018-113 était erroné et s'établit à 0.09% au lieu de 0.10% ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 M€ chacune, qui répondent le mieux à notre demande, aux conditions ci-après corrigées et indiquées pour BNP PARIBAS :

Montant :	10.000.000 euros (dix millions d'euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	à la date de signature
Taux applicable :	EURIBOR 3 mois flooré à 0
Marge applicable :	EUR3M J-2 target +0.30% (au 01/02/2018 : -0.328 %+0.30%= 0.30%)
Base de calcul :	Exact / 360

Règlement des intérêts :	Trimestriellement à terme échu
Commission d'engagement :	Néant
Commission de non utilisation :	0.09 % du montant soit au maximum 9 000 euros
Frais de dossier :	Néant
Montant minimal de Tirage :	Néant
Taux Effectif Global :	0,30 % dans l'hypothèse d'un EURIBOR 3 mois flooré 0 % (en date du 01/02/2018) et d'une utilisation intégrale dès la date d'effet et jusqu'à la date d'échéance.

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la BNP PARIBAS aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 10/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture ;

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée : Marché d'assistance à
maîtrise d'ouvrage : mise en œuvre d'un schéma
directeur des systèmes d'information
N° 8B0001**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;
- Vu l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de la Ville de Montpellier ont constitué un groupement de commandes dont la Ville est le coordonnateur ;
- Qu'il est nécessaire pour ces trois entités de bénéficier de services de conseil et d'accompagnement pour la définition d'un schéma directeur informatique commun ainsi que d'une expertise organisationnelle complémentaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, pour une durée d'un an ;
- Que le montant maximum des commandes pour la durée du marché est défini comme suit :
 - Ville 52 000 € HT
 - Métropole 27 000 € HT
 - CCAS 9 000 € HT

Décision n° VD2018-168

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 %
 - Prix 40 %
- Qu'après analyse, la société VOIRIN CONSULTANTS sise 42 route de Bischwiller – 67300 SCHILTIGHEIM a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'Assistance à maîtrise d'ouvrage : mise en œuvre d'un schéma directeur des systèmes d'information pour une durée d'un an à compter de la date de notification, pour un montant maximum de 88 000 € HT à la société VOIRIN CONSULTANTS ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 900 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 5 avril 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ECUME a effectué une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 5 avril de 19h30 à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ZAC du Coteau
Convention de participation aux équipements
publics
Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M
Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau ;
- Vu la délibération n°V2017/158 du Conseil municipal en date du 22 juin 2017 approuvant le traité de concession confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, par abréviation S.A.3.M. l'aménagement de la zone d'aménagement concerté du Coteau ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement foncier opérationnel ;

Considérant :

- Que la société DC Promotion souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 18 logements sur les parcelles cadastrées TN n°441p, TN n°427p, TN n°14p, d'une superficie totale de 1 643 m², situé 1010 rue Henri Lagatu, comprise dans le périmètre de la ZAC du Coteau mais non acquises par la Ville ;
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société DC Promotion et la S.A.3.M. afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC du Coteau, les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, sont résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée :

1000 m² pour la réalisation de logements collectifs en accession libre.

- Calcul du montant de la participation :

Base de calcul : 180 €/m² SDP pour l'année 2016

Montant total : 1000 x 180 = 180 000 €.

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de surface de plancher autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société DC Promotion et la S.A.3.M. telle qu'annexée à la présente décision ;

D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la S.A.3.M. selon les modalités de l'article 3 de la convention de participation ;

D'autoriser Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement foncier opérationnel à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 22
avril et le 6 juin 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Cock a Doodle Doo a effectué une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 22 avril 2018 de 17h00 à 21h00 et le 6 juin 2018 de 20h à minuit ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CORALEN le 23 juin 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association CORALEN a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 juin 2018 de 18h00 à 22h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PREEMPTION
Propriété WEIBEL JUNCY
1901 rue du Pont de Lavérune
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
 - Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnel et aux Relations internationales liées à l'économie ;
 - Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
 - Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
 - Vu la délibération du Conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude sur le secteur des Grèzes ;
 - Vu l'estimation des services fiscaux du 26 mars 2018.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

Décision n° VD2018-179

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 22 janvier 2018, les consorts WEIBEL JUNCY ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur une villa avec terrain située 1901 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PI 71, 72 et PK 141, au prix de 400 000 € dont 5 420 € de mobilier ;
- que la Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur des Grèzes, afin de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur ;
- que la propriété des consorts WEIBEL JUNCY est comprise dans le périmètre d'études du secteur des Grèzes ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien, son acquisition permettant de constituer une réserve foncière en vue de l'évolution future du secteur des Grèzes. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs. Cette acquisition complètera celles déjà réalisées dans cet objectif par la Ville sur ce secteur.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts WEIBEL JUNCY, située 1901 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PI 71, 72 et PK 141, au prix de 400 000 €, en ce compris 5 420 € de mobilier, proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27, chapitre 905.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de boissons.
8B0026**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons répondant aux besoins des manifestations proposées par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0026) a été lancée, en date du 08 mars 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour une durée maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres pour le lot n°1 (*boissons non alcoolisées*) étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société Promo Boissons, 455 rue de l'Industrie – Parc Mûre – 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres pour le lot n°2 (*boissons alcoolisées*) étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;

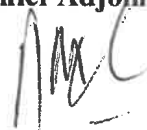
Décision n° VD2018-181

- Qu'après analyse, la société Promo Boissons, 455 rue de l'Industrie – Parc Mûre – 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de boissons » à l'entreprise PROMO BOISSONS, pour le lot n°1, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € H.T, à l'entreprise PROMO BOISSONS, pour le lot n°2, pour un montant total maximum de commandes de 45 000 € H.T et pour une durée maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Atout Choeur le 14 Avril

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ATOUT CHOEUR a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 14 avril 2018 de 16h30 à 00h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction du Parc de Lunaret
Service Technique
Modification de la régie d'avances
Ajout d'une dépense autorisée et d'un mode de
règlement**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 002046 du 3 avril 1995, relative à la création d'une régie d'avances ;
- Vu la décision n° 01233 du 17 mai 1999, relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 01281 du 29 juin 1999, relative à l'extension des dépenses autorisées ;
- Vu la décision n° 00685 du 14 janvier 2003, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- Vu la décision n° 00722 du 18 février 2003, relative à la mise à jour de l'avance suite au passage à l'euro ;
- Vu la décision n° 001299 du 30 mars 2004, relative à la suppression des dépenses autorisées pour la ferme pédagogique uniquement ;

Décision n° VD2018-184

- Vu la décision n° 2014/0036 du 11 mars 2014 relative à la modification du montant de l'avance ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 10 avril 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 du 2 mars 2018 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Que pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter une dépense autorisée et un mode de règlement.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances à la Direction du Parc de Lunaret auprès du Service Technique ;
- Que, article 2, la régie est installée au Parc Zoologique, 50 avenue Agropolis 34090 Montpellier ;
- **Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :**
 - Frais de conditionnement et de transport d'animaux avec d'autres parcs zoologiques ;
 - Achat de petites fournitures d'urgence (alimentation animaux, médicaments...) ;
 - Achat de petites fournitures de fonctionnement ;
 - Frais d'affranchissement ;
 - **Dépenses de faible montant liées à l'achat de végétaux d'origine botaniques ;**
- **Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :**
 - Numéraire ;
 - Chèques ;
 - Carte bancaire ;**
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet le règlement des dépenses désignées à l'article 3 ;
- Que, article 6, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 1 200 euros ;
- Que, article 7, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que, article 8, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 9, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2018-184

- Que, article 10, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 25/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 6
mai 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association COCK A DOODLE DOO a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 6 mai 2018 de 19h à 1h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association AFSEP le 10 juin 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association AFSEP a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 juin 2018 de 13h30 à 20h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Décision n° VD2018-187

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix le 22
mai 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Du vent dans les voix a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 22 mai 2018 de 20h à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/04/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23/04/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise à disposition de locaux pour l'installation
d'une base de vie de chantier située route de
Mende - Autorisation de signer la convention
d'occupation du domaine privé.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Société Civile de Construction Vente Campus Emma est à la recherche de locaux pour installer sa base de vie du chantier situé route de Mende ;
- Que la Ville bénéficie de locaux, appartenant à son domaine privé, libre de toute occupation à proximité dudit chantier ;
- Qu'il est proposé d'établir avec la Société Civile de Construction Vente Campus Emma une convention d'occupation du domaine privé pour une durée d'un an.

Décide en conséquence :

- De conclure avec la Société Civile de Construction Vente Campus Emma une convention d'occupation du domaine privé (jointe en annexe) pour la mise à disposition de locaux situés 770 route de Mende à Montpellier ;
- De dire que cette mise à disposition est consentie pour une durée d'un an moyennant un loyer annuel de 2400 euros à compter du 15 avril 2018 ;
- D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, section fonctionnement, chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-195

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 25/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

MARCHE PUBLIC
Acquisition d'une solution métier de gestion des
prestations aux usagers
N° 7D0029

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

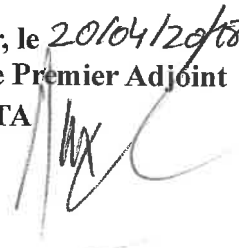
- Qu'il est nécessaire pour la Ville de faire évoluer son système d'information afin d'optimiser, homogénéiser et moderniser la gestion des prestations disponibles à destination des usagers de la commune de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I. 1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée de quatre ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 70 % ;
 - Prix des prestations 30 %.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 20 mars 2018, a attribué le marché à la société TEAMNET sise 10 rue Mercoeur – 75011 PARIS, présentant l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-196

- D'autoriser la signature du marché d'Acquisition d'une solution métier de gestion des prestations aux usagers à la société TEAMNET, pour un montant issu du DQE de 311 812.00 € H.T. Le montant des prestations à prix global et forfaitaire de l'entreprise est de 159 800.00 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue par la commission d'appel d'offres ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Réseaux et Télécom

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée : Maintenance de la
plateforme de sécurité Internet
Marché N° 8B0032**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dispose d'une plateforme de sécurité Internet composée d'un environnement Checkpoint série 4000 et d'un ensemble de licences qu'elle souhaite renouveler et maintenir ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix 50 % ;
 - Mémoire technique 50 %.
- Qu'après analyse, la société ORANGE CYBERDEFENSE sise 54 place de l'Ellipse – 92983 NANTERRE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-197

- D'attribuer le marché de Maintenance de la plateforme de sécurité Internet à la société ORANGE CYBERDEFENSE, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 35 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 930.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée
Métropole - Société Hurricane
Festival International des Sports Extrêmes
(FISE) du 8 mai au 13 mai 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté 2017/5113 du 27 novembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Que la Ville est sollicitée par la Société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du FISE, pour organiser le 22 ème Fise World du 8 au 13 mai 2018 à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de mettre à disposition de la Société Hurricane des emprises sur le domaine public, dont le Lez, les rives du Lez, la place Georges Frêche, la salle Jacques 1^{er} d'Aragon, dans le cadre d'une convention fixant le montant d'une redevance d'occupation du domaine public selon la tarification en vigueur ;
- Que la Société HURRICANE s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public pour les espaces commerciaux ;
- Que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, en complément des installations mises en place par la Société HURRICANE, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence.

Décide en conséquence :

- De passer une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane, fixant les modalités d'occupation temporaire du domaine public ;

Décision n° VD2018-200

- D'autoriser l'occupation du domaine public selon les tarifications en vigueur et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/04/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 23/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage
avec la Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) pour la
réalisation des Archives Municipales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Qu'en vertu de ses statuts, la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil de activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- Que dans le cadre de sa compétence dans ce domaine, la Ville de Montpellier a souhaité installer et regrouper l'ensemble des archives municipales, actuellement réparties entre la médiathèque Emile Zola et l'ancienne Mairie, dans un seul et même bâtiment dédié à leur conservation ;
- Que le projet initialement retenu dans l'ancien bâtiment des archives départementales de l'Hérault étant entravé par une occupation illicite des locaux, il a été dû être suspendu, et qu'il a été décidé en conséquence de lancer une opération de réalisation d'un bâtiment neuf, aux fins d'accueillir lesdites archives, dans le quartier Port Marianne ;

Décision n° VD2018-204

- Que conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 articles 3 et suivants), il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de ce projet ;
- Qu'à cet effet, il sera confié à la SA3M le pouvoir de représenter la Ville de Montpellier pour l'accomplissement des actes relevant des attributions du maître d'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour la réalisation d'un bâtiment neuf destiné à accueillir les archives municipales dans le quartier de Port Marianne, pour un montant prévisionnel global estimé de 25 millions euros HT (valeur janvier 2018). Le contrat de mandat prendra effet à la date de notification par la Ville de Montpellier au mandataire du contrat signé et de la date de sa réception par le représentant de l'Etat, et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 780 000 euros HT ;

Article 2 : D'autoriser le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre au sens du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération ;

Article 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention susmentionnée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/04/2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 26/04/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.